

Ecrit par le 5 avril 2025

Avignon : 3ème édition de « Med'Agri », le plus grand salon professionnel de l'agriculture méditerranéenne à Agroparc



Après deux années de salon en visioconférence, retour au présentiel au parc des expositions de Châteaublanc. Avec un invité de marque : [Bruno Bonnell](#), secrétaire général pour l'investissement (SGPI), chargé de déployer le dispositif « France 2030 » et venu rencontrer en Vaucluse les acteurs agricoles de l'innovation.

En présence de la préfète, [Violaine Démaret](#), de la présidente du Conseil Départemental, [Dominique Santoni](#), du président de la Région Sud, [Renaud Muselier](#), du président de la chambre régionale d'agriculture, [André Bernard](#), de la présidente départementale, [Georgia Lambertin](#), de la maire d'Avignon, Cécile Helle, mais aussi de la conseillère régionale [Bénédictte Martin](#), Bruno Bonnell a fait le tour des 350 exposants en machinisme agricole, en plants et semis, et des représentants des stations d'expérimentation, de l'INRAE, du Canal de Provence et de la CNR (Compagnie Nationale du Rhône).

D'emblée, André Bernard, qui a eu l'idée de ce salon, a mis l'accent sur « Une année difficile pour les paysans avec le gel, la sécheresse, l'inflation, l'explosion du coût des engrais, des semences, de l'énergie parfois multiplié par 3, 5 ou 10. C'est pourquoi nous devons revenir à une production locale, aux circuits courts. Nous avons une charge énorme sur les épaules : nourrir tout le monde. Déjà nous nous sommes adaptés au changement de climat, préserver l'espace, être plus sobres en eau grâce au goutte à goutte,

Ecrit par le 5 avril 2025

nous avons réduit le phytosanitaire, nous développons le photovoltaïque, nous pratiquons le binage ».

La PDG de la Compagnie Nationale du Rhône, [Laurence Borie-Bancel](#) embraye : « *Le monde agricole est touché de plein fouet par les crûes, les tempêtes, la canicule mais il doit assurer notre souveraineté alimentaire. Déjà cet été, les températures proches de 40° ont impacté la production hydro-électrique du Rhône de 25%, une baisse qui a des conséquences sur l'irrigation et la navigation fluviale. La concession e la CNR a été reconduite jusqu'à 2041, ce qui prolonge notre mission d'intérêt général pour accompagner les agriculteurs vauclusiens ».*

Cécile Helle se dit « *Heureuse d'ouvrir ce salon puisque l'agriculture fait partie de l'histoire, de la culture, de l'identité d'Avignon. A notre niveau, nous luttons contre l'artificialisation des sols. A l'occasion de la révision de notre PLU (Plan local d'urbanisme) nous augmenterons la superficie des terres arables, depuis des années, nous proposons aux écoliers avignonnais des fruits et légumes produits ici, souvent bio. Chaque semaine, nous participons à la distribution de fruits et légumes aux familles les plus démunies et dans les épiceries sociales. Tout le monde doit pouvoir bien manger. Et puis, je n'oublie pas qu'Avignon a des centaines de chercheurs à l'INRAE de Montfavet, le Pôle d'Agro-sciences à Agroparc et le Pôle de Compétitivité Alimentaire « Innov'Alliance ». Mc Cormick France (Herbes et poivres Ducros et aides à la pâtisserie Vahiné) a aussi son siège pour la France à Avignon!*»



Violaine Démaret, Bruno Bonell, Renaud Muselier, Dominique Santoni, Cécile Helle et Laurence Borie-Bancel écoutant André Bernard. ©Andrée Brunetti

C'est au tour de la présidente de l'exécutif Dominique Santoni de prendre la parole pour se féliciter de l'existence de 2 événements qui rythment la vie agricole de Vaucluse 'Terroir en fête' en juin à l'Arbousière, et 'Med'AGri' en octobre à Châteaublanc. « *Le département propose des interventions sur le thème de l'irrigation. Cet été nous avons pris conscience de la valeur eau, quand le puis est à sec comme le dit le dicton populaire, parfois il a fallu envoyer des camions-citernes pour approvisionner des villages.*

Écrit par le 5 avril 2025

D'ailleurs j'organiserai des Etats Généraux de l'Eau avec la Région, l'Etat, les communautés de communes, les syndicats des eaux. Madame la Préfète et Monsieur le Président de la Région Sud m'ont déjà donné leur accord! L'accès à l'eau est absolument crucial pour la viabilité des exploitations, des vignobles, pour l'attractivité de notre territoire, pour la beauté de nos paysages ».

Place ensuite à Renaud Muselier d'intervenir, d'abord pour saluer la nouvelle préfète de Vaucluse. « On se connaît tous les deux puisque vous étiez auparavant en poste dans les Alpes de Haute-Provence, vous connaissez à fond les dossiers agricoles, notamment la lavandiculture. Avec vous on va gagner du temps, d'ailleurs je vous annonce que la Première ministre Elisabeth Borne viendra à la Convention des Maires le 14 novembre. Med'Agri, c'est une rencontre avec un profession noble, les paysans, ils ont un travail exigeant, difficile mais enthousiasmant. Ils doivent faire face à une hausse exponentielle des prix, des charges énergétiques, un climat changeant. Ils représentent 25% de la superficie de Provence-Alpes-Côte d'Azur, 21 000 exploitations, un chiffre d'affaires de 3 milliards d'euros et ils totalisent 284 labels (pour les vins AOC de la Vallée du Rhône, de Cassis et Bandol, le Muscat de Beaumes de Venise, l'agneau de Sisteron, les foins de la Crau, les huiles essentielles de lavande en Haute-Provence, l'huile d'olive des Baux, la truffe du Tricastin...). Nous avons structuré les filières, nous avons augmenté le budget de l'irrigation de 20%, nous sommes allés réclamer des subventions à Bruxelles. Ici on produit et on consomme responsable. Le paysans doit pouvoir vivre dignement de son travail. Avec la réforme de la PAC (Politique agricole commune) ce sont 115M€ qui seront investis en 5 ans pour une véritable transition énergétique. Les Romains avaient inventé les aqueducs, les ingénieurs du XXème siècle les barrages et le Canal de Provence, Pagnol a écrit sur les oeilletons des Soubeyran dans Manon des sources, à Dubaï, en plein désert, on arrive faire pousser des plantes grâce au goutte à goutte... Il n'y a pas de raison que nous ne soyons pas innovants mais un plan de 800M€ sera nécessaire. » Le président de la Région Sud conclut : « Grâce au Canal de Provence, nous irriguons 47 000 hectares mais un petit coup de pouce serait le bienvenu » à l'attention de Bruno Bonnell venu annoncer que sur les 54 milliards d'euros du plan « France 2030 », 3 seraient consacrés à la revitalisation de l'agriculture.

Le secrétaire général pour l'investissement le rassurera « 3 milliards seront bel et bien fléchés pour l'agro-alimentaire, les métiers d'avenir de l'agriculture. Je fais le tour de France pour inciter chacun à lancer des projets, nous en manquons, osez en déposer. Nous ne voulons pas construire une Muraille de Chine de papier, nous voulons être pragmatiques, concrets, donc simplifier les démarches, l'accès aux dossiers. Il faut faire comme au loto où tous les gagnants ont forcément tenté leur chance ».

Quant à Violaine Démaret, arrivée en Vaucluse le 23 août, elle participait pour la 1ère fois à l'inauguration de Med'Agri. « Je suis heureuse d'être restée en Provence » dit la préfète, « Je vais être brève, 3 mots suffisent à traduire mon état d'esprit : soyez fiers de votre agriculture et de ce que vous faites, ayez confiance en vous, innovez et notre avenir sera assuré ».

Ecrit par le 5 avril 2025



Bénédicte Martin avec la médaille de l'ordre national du Mérite Agricole remis par Renaud Muselier.
©Andrée Brunetti

Ecrit par le 5 avril 2025

Parallèlement à cette inauguration a eu lieu une cérémonie de remise de l'Ordre National du Mérite Agricole à la conseillère régionale Bénédicte Martin qui se bat depuis des décennies, bec et ongles, pour les paysans. Renaud Muselier dira d'elle : *« Vous êtes une femme droite, honnête, généreuse, pétillante, attentive, toujours au service des autres. Petite-fille, fille, soeur d'agriculteurs, vous vous dévouez depuis toujours à ce territoire, à ce terroir. Vraie vauclusienne, vous vous êtes engagée aux côtés de Jacques Chirac, votre mentor, en collant des affiches à 16 ans. Après être passée par Sciences-Po, vous vous êtes lancée en politique. Elue à Malaucène, puis conseillère régionale Provence Alpes Côte d'Azur, vous êtes en charge de l'agriculture, la viticulture, la ruralité et le terroir, vous vous êtes démenée pour la création du Parc Naturel Régional du Ventoux. Vous aimez et respectez les agriculteurs, vous êtes discrète, exemplaire, jamais vous ne renoncez malgré l'adversité ».*

Emue, (et elle n'était pas la seule), entourée de sa maman, de son frère et de ses amis, dont Georgia Lambertin, la présidente de la Chambre d'Agriculture de Vaucluse et André Bernard pour la Chambre Régionale, Bénédicte Martin prend la parole. *« Je suis partagée entre plaisir et pudeur. J'ai un amour infini pour ma terre, mon Vaucluse, ma région où vivent des gens sincères, intelligents qui savent s'adapter. Quand j'étais petite, je passais l'été dans les champs quand les autres partaient en vacances. Le monde rural c'est mon ADN, le travail ma religion. J'ai envie de vous dire ce que j'ai écrit le 26 mars 2020 quand le gel a frappé notre exploitation : « J'ai mal pour ceux qui doivent courber l'échine, la peur au ventre, qui scrutent le ciel et en l'espace d'une nuit voient réduit à néant le travail de toute une année. J'ai lu cette angoisse dans les yeux de mes parents, mais, chaque fois, ils ont su se relever, ils posaient des bougies dans les vergers pour limiter le gel avec l'énergie du désespoir. Nourrir les autres, c'est toute leur vie ».*

www.med-agri.com

Fusion Vallis habitat/Grand Delta habitat : « C'est avant tout une décision politique »

Ecrit par le 5 avril 2025



Alors que c'est demain que l'assemblée départementale se réunira en séance plénière pour délibérer sur [la fusion de Vallis habitat et Grand Delta habitat](#), le sénateur socialiste de Vaucluse [Lucien Stanzione](#) rappelle qu'il reste indéfectiblement attaché à ce que le bailleur social du département reste un outil de la collectivité publique. Pour lui, ce rapprochement est davantage une volonté politique qu'une décision financière.

Lucien Stanzione, que pensez-vous du projet de fusion des bailleurs sociaux vauclusiens [Vallis habitat](#) et [Grand Delta habitat](#) dont la validation doit être votée ce vendredi 7 octobre en séance plénière du Conseil départemental de Vaucluse ?

« Concernant la question du logement social, je connais un peu le sujet puisqu'il y a 10 ans j'ai été directeur de Mistral habitat avant que ce bailleur ne change de nom pour devenir Vallis habitat en septembre 2020. J'ai donc connu cette maison pendant plusieurs années et aujourd'hui, ce que je vois va au-delà de ce qui est entendable et faisable. »

Comment cela ?

« Mistral habitat s'est transformé en Vallis habitat après la fusion de Grand Avignon résidences (ndlr : l'ancien OPHLM de la ville d'Avignon puis de l'agglomération) en raison de la loi Alur 1, la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové promulguée en mars 2014, qui imposait un parc minimum de 15 000 logements. Vallis habitat est donc un office public d'habitat social. C'est un service public au service des vauclusiens, mis en œuvre par le département de Vaucluse. Il y en a 200 en France et chaque département en est doté. Mais aujourd'hui il y a une décision prise par le conseil départemental, par la présidente Dominique Santoni qui dit : on procède à la dissolution de Vallis habitat et son absorption par

Ecrit par le 5 avril 2025

Grand Delta habitat (GDH). Mais pourquoi ? J'ai posé la question : 'pourquoi dissoudre un outil au service du département'. Pas de réponse. »

« L'office Vallis habitat n'est pas en danger sur les questions financières. »

Le Département évoque notamment la fragilité financière de Vallis habitat, particulièrement plombé par le mauvais état de son parc de logements ?

« Le relevé individuel de situation fait par la fédération des HLM, qui évalue la santé financière de chaque office public, fait apparaître lors des 3 dernières expertises, que Vallis habitat est plutôt en bonne santé. Ce n'est pas florissant mais la structure est en bonne santé et économiquement viable. De surcroît, le personnel qui est aujourd'hui désarçonné par ce projet de fusion absorption a fait lui aussi réaliser, dans le cadre de son CSE (Comité social et économique), une expertise par un cabinet indépendant qui arrive à la même conclusion : l'office Vallis habitat n'est pas en danger sur les questions financières. »

« Par ailleurs, [l'Ancols](#) (Agence nationale de contrôle du logement social) a procédé à un contrôle de Vallis. Dans ce cadre, elle vient de rendre son rapport à la présidente Dominique Santoni à qui j'ai demandé de le rendre public. Si vraiment ces conclusions démontrent que cette structure n'est pas viable dans le temps parce que trop de charge, qu'il y a mauvais compte d'exploitation, et que donc il y a une catastrophe à venir. Et bien qu'elle le publie comme cela on aura la certitude de procéder à cette opération avec GDH. »

« Mais face à cela, je suis pour le service public quand on le fait bien fonctionner. Je le suis d'autant plus lorsqu'il s'agit de logement social, surtout lorsque cet outil est vauclusien. Il serait dommage de le sacrifier. Après on se bagarre tous sur des chiffres, mais le vrai souci c'est que c'est une volonté politique. »

La 'fragilité' de Vallis habitat n'est-elle pas liée au fait que, à l'époque, on a associé deux structures (Mistral habitat et Grand Avignon résidences) qui avaient déjà du mal à assurer leur rôle d'outil d'aménagement. Que ce soit dans la production de logements ou dans la capacité de maintenir en état ou de réhabiliter le parc existant ?

« C'est exact, mais la majorité départementale actuelle a eu 7 années pour remédier à cette situation. Mais maintenant, on essaye de me faire porter la responsabilité parce que j'étais là il y a 10 ans. »

« Il fallait peut-être prendre les bonnes personnes au poste de direction et d'encadrement. »

Ne paye-t-on pas également aujourd'hui 30 ans de difficultés et de clientélisme, à droite comme à gauche, qui ont amenuisé les marges de manœuvre de Vallis habitat ?

Ecrit par le 5 avril 2025

« C'était aussi une responsabilité politique que de prendre les bonnes décisions. Il fallait peut-être prendre les bonnes personnes au poste de direction et d'encadrement. Depuis 7 ans, ce n'est quand même pas moi qui ai procédé aux recrutements. Quand on a la responsabilité d'une telle structure, on recrute des cadres du milieu. Il y a de bons salariés, quand il y a de bons cadres. »

« Mais pour avoir un bon niveau de direction, il faut aussi s'en donner les moyens. Je le répète, c'est que l'on n'a pas la volonté politique et que l'on ne prend pas les décisions pour recruter une équipe digne de ce nom. Parce que les personnels présents ne sont pas plus 'mauvais' que les autres dès lors qu'on les anime comme il faut et qu'on leur fixe des objectifs clairs. Ça fonctionne ailleurs, pourquoi cela ne marcherait pas dans le Vaucluse. »

Mais n'est-il pas trop tard, notamment en raison des investissements majeurs à réaliser par Vallis habitat pour jouer pleinement son rôle ?

« C'est vrai que d'un côté on constate qu'il y a une structure qui a du retard et qui construit trop lentement. Mais en face, on a quoi ? On a GDH dont le président Michel Gontard est un grand professionnel du logement social. Il est entreprenant, il est innovant, il construit beaucoup et plutôt de bonne qualité. Très bien. Mais GDH est aussi particulièrement endetté. Le capital apporté par Vallis ne va-t-il pas servir à remonter la structure financière de GDH. Je pose la question, mais personne ne me répond. N'empêche que c'est une réalité. »

« J'ai su par la fédération nationale des offices HLM que le capital de Vallis a été estimé à 800M€ environ. La présidente répond que ce n'est que 204M€ car effectivement elle enlève tout ce qui est comptabilisé en dette aux banques. En-tout-cas, le capital il est là et on va venir capitaliser GDH sans que le département n'en récupère un centime. Là on fait un cadeau à la recapitalisation. »

« Et au final, est-ce qu'on ne va pas faire comme il y a quelques années avec le rapprochement de Grand Avignon résidences. Est-ce que l'on ne va pas prendre le risque de plomber les deux ? Je continue à dire que Vallis habitat peut augmenter sa performance si on s'en donne les moyens. »

Vous vous inquiétez également pour le montant des loyers ?

« Bien sûr il y a un plafonnement du prix au m² qui s'applique à tous les opérateurs du logement social et donc à Vallis habitat et GDH. Mais effectivement, la crainte des locataires c'est de voir désormais les loyers augmenter. On nous dit que c'est encadré tous les ans par l'indice à la construction mais ceci étant il peut y avoir aussi des dérogations au dépassement de cet indice. L'autre revers de la médaille, c'est que le patrimoine de Vallis est beaucoup plus ancien mais en même temps ce sont des loyers beaucoup plus bas car ce sont des logements anciens qui sont déjà amortis. »

Vous rejetez donc l'urgence des arguments financiers ?

« La présidente en parle depuis mai et le vote intervient le 7 octobre. Moins de 6 mois sur un dossier aussi important, bien sûr que c'est trop rapide pour prendre une décision quasiment unique en France de privatisation déguisée d'un office (ndlr : ce sera la 2^e privatisation d'un office HLM après celle réalisée dans le Jura). Car qu'on le veuille ou non, même si c'est une coopérative, GDH est un service privé du logement social, ce n'est plus un service public. »

Écrit par le 5 avril 2025

« Tant que Michel Gontard sera là cela va aller, mais après que va-t-il se passer ? »

L'AMF (Association des maires de France) soulignait récemment la dégradation de la situation financière du logement sous la double pression des obligations de rénovations thermiques massives et de constructions nouvelles, qui impacte fortement la dette des bailleurs sociaux. Est-ce que ce rapprochement n'est pas un moindre mal car si ce n'est pas GDH, dont le siège est à Avignon et l'implantation fortement marquée en Vaucluse, cela risque d'être d'autres acteurs nationaux beaucoup plus éloignés du territoire. N'y a-t-il pas un risque à perdre la main ?

« L'argent plus cher concerne tout le monde, mais surtout celui qui est le plus endetté. Et à ce jour Vallis habitat est nettement moins endetté que GDH. Mais effectivement ces incertitudes posent la question de savoir ce que vont devenir Vallis habitat et GDH. Vallis habitat a l'avantage d'être un service public dès lors que l'autorité politique veut le conserver, alors que GDH, qui est dans le secteur l'habitat privé, est très probablement dans la ligne de mire du 1% Logement (ndlr : [Action logement](#)). Tant que Michel Gontard sera là cela va aller, mais après que va-t-il se passer ? (ndlr : le président de GDH devrait être en poste pendant 4 ans encore). »

« Et même si madame Santoni dit qu'après la fusion le département aura une minorité de blocage avec 36% des voix au sein du conseil d'administration, croit-on vraiment que cela pèsera bien lourd face au 1% Logement qui arrivera avec des milliards sur la table. Le Département sera alors incapable de suivre financièrement. Pour moi, il y a plus de risques pour la coopérative que pour le service public de perdre la main. Tant que la collectivité dit 'je garde mon office', 'je le fais fonctionner', 'je mets l'argent qu'il faut éventuellement pour le recapitaliser'. Aujourd'hui personne ne peut acheter Vallis, et cela quelles que soient les sommes proposées si la volonté politique est de dire 'on ne vend pas'. »

Il y a quand même un paradoxe à ce que ce soit l'outil public indépendant qui ne tienne pas son rôle d'aménageur en termes de volume de production alors que la coopérative connaît un fort développement et apparaît comme le bon élève du logement social dans le département ? Pour s'en convaincre il suffisait de voir la réaction des maires lors de la dernière assemblée générale de l'Association des maires de Vaucluse qui fustigeaient l'absence de résultats de Vallis et soulignaient la facilité de travailler avec GDH. Lors de l'annonce de la fusion on pouvait également remarquer la présence des maires vauclusiens directement concernés par les projets Anru qui sont vitaux pour le logement social en Vaucluse.

« Le chantier Anru qui débute à Orange dans la cité de l'Aygues à Orange prouve bien que Vallis est capable de mener des projets de ce type-là. Il y a aussi des opérations sur la rocade à Avignon. On en revient toujours à la même problématique. Si on a une bonne équipe, le programme on le démarre et on le mène à bien ensuite. Il n'est jamais trop tard pour bien faire et si l'on n'a pas été bon avant il faut le reconnaître. »

« Par ailleurs, il faut se rendre compte que les maires ne siégeront plus de droit dans le conseil d'administration de GDH, comme c'est le cas à Vallis. Alors bien sûr il peut y avoir des conseillers départementaux également maire, mais les maires en tant que tels, en tant qu'institution communale, il n'y en aura plus alors que leur place est primordiale dans ces structures où se décident les programmes

Ecrit par le 5 avril 2025

de construction. Alors oui, certains maires disent 'c'est une bonne opération' mais d'autres disent qu'ils ne sauront plus ce qui se passe chez eux. Mais aujourd'hui il y a une direction politique au Département, avec une présidente qui me fait peur quand elle dit je suis une femme de droite assumée. Donc cela veut dire qu'elle applique la politique à laquelle elle croit et puis c'est tout. Avec les convictions que j'ai, si j'étais président, je ferais autre chose. »

La solution idéale serait donc de rester sur un statu quo ?

« Il faut procéder à une vraie professionnalisation de l'équipe d'encadrement comme déjà évoqué. Il faut aussi relancer le processus de construction en recapitalisant si nécessaire pour se donner les moyens. Il faut également fixer des objectifs clairs avec une présidence à la hauteur avec quelqu'un qui tienne la route. Pourquoi pas la présidente Santoni : elle a la volonté et la détermination. Moi je dis à la présidente : 'il faut y aller' C'est une femme de conviction, de caractère, qui est à la tête d'une structure qui en vaut la peine et sa responsabilité n'est pas d'abandonner le service public. Au contraire c'est de le faire vivre. Sinon on peut privatiser le RSA, l'entretien des routes ou les collèges. Si c'est ça faire de la politique, il faut faire autre chose, il faut être chef d'entreprise. Etre président du département c'est avant tout, comme toutes les collectivités, assumer des responsabilités et parfois même des 'emmerdements'. Sinon on fait autre chose car il ne faut pas abandonner le service public du logement. »

Propos recueillis par Laurent Garcia

Dominique Santoni reçoit la médaille d'honneur des Sapeurs-pompiers de France

Ecrit par le 5 avril 2025



La présidente du Conseil départemental de Vaucluse, Dominique Santoni, vient de recevoir la médaille de membre d'honneur de la Fédération Nationale des Sapeurs-Pompiers de France pour son engagement et pour l'envoi de pompiers vauclusiens à la frontière entre la Pologne et l'Ukraine.

Cette intervention humanitaire, menée par Dominique Santoni et Thierry Lagneau, président du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de Vaucluse, et dont la Fédération Nationale des Sapeurs-Pompiers de France est à l'origine, a permis d'apporter un soutien aux pompiers ukrainiens en leur donnant accès à une ambulance, du matériel pompier et une assistance humaine.

Cette médaille, qui a été remise à la présidente du Conseil départemental de Vaucluse par Michel Santamaria, président de l'Union départementale des Sapeurs-pompiers de Vaucluse, récompense toute personne non adhérente qui fait preuve d'activité ou de bienveillance en faveur des sapeurs-pompiers et de leurs œuvres sociales. Lors de cet événement, Dominique Santoni a également rendu hommage aux sapeurs-pompiers vauclusiens engagés dans la lutte contre les feux de forêt, que ce soit dans le massif de la Montagnette, ou en Gironde. « Le dévouement et le courage des sapeurs-pompiers qui combattent ces terribles incendies forcent l'admiration, a-t-elle déclaré. Par respect pour eux, j'invite vivement chacun d'entre nous à redoubler de prudence en cette période de grande sécheresse. »

Ecrit par le 5 avril 2025

V.A.

Le budget du Conseil Départemental passé au crible



Mais avant toute chose, Dominique Santoni, la présidente de l'exécutif vaclusien s'est adressée aux élus, en particulier aux 3 conseillers du département devenus députés, au terme des dernières élections législatives. « J'adresse mes félicitations à nos collègues Joris Hébrard, Hervé de Lépineau et Jean-François Lovisolo. Vous voilà élus de la Nation, je sais que par-delà les étiquettes et les idées qui vous animent, vous aurez à cœur demain, de défendre à Paris les intérêts de notre département et de tous les Vaclusiens. Je suis une femme de droite, une droite républicaine qui ne transige ni sur les valeurs, ni sur

Ecrit par le 5 avril 2025

le respect de l'ordre. C'est cette droite-là, que de ma modeste place d'élue locale, je soutiendrai. Mais hors de cet hémicycle, car ici, nous ne sommes pas des élus des partis mais des élus des Vauclusiens » a précisé Dominique Santoni.

Une gestion de 'mère' de famille

Plat de consistance de cette session, l'exécution du Budget 2021, un rapport de 605 pages. Le montant des dépenses s'élève à 758,4M€ et celui des recettes à 776,2M€, soit un excédent de 17,8M€, ce qui est plutôt sain et signe d'une bonne gestion de 'mère' de famille.

Dans le détail, l'aide sociale représente la plus grosse part des dépenses départementales : 196M€ (+5%) et la gestion du personnel 132M€ (+3,3%). Pour cette dernière, cette hausse s'explique d'abord par l'impact de la crise sanitaire et l'aide apportée en particulier aux plus fragiles, les personnes âgées et handicapées et ensuite par l'effet mécanique du GTV, Glissement-Vieillesse-Technicité c'est à dire la revalorisation des salaires des agents du département.

Le dynamisme immobilier en Vaucluse profite au Département

L'épargne brute s'envole de +38%, passant de 93,8M€ en 2020 à 129,4M€ en 2021, grâce à la progression des DMTO (Droits de mutation à titre onéreux) qui témoignent du dynamisme soutenu du marché immobilier dans le Vaucluse.

Le montant des allocations RSA (Revenu de solidarité active) versées s'élève à 109,8M€. Il est insuffisamment compensé par la TICPE (Taxe intérieure sur la consommation énergétique de 58,3M€, soit un différentiel de plus de 51M€. Ce qui signifie, que d'année en année, les contribuables vauclusiens assument le coût exponentiel du RSA alors que cette charge (47M€) devrait incomber à la solidarité nationale.

Reprise des routes nationales

A noter aussi 47,6M€ pour l'entretien de la voirie entre Lourmarin et Apt, sur la départementale 974 entre Bédoin et le sommet du Ventoux, à Sarrisans (RD 221), entre la Tour d'Aigues et la départementale 120, à Entraigues, entre la Bastidonne et Mirabeau... Le département de Vaucluse consent un effort significatif pour sécuriser le réseau routier (2 400km de routes et véloroutes). A travers la 'Loi 3DS' (Différenciation, déconcentration, simplification) l'Etat offre la possibilité aux collectivités locales d'achever la décentralisation du réseau routier en lui transférant les dernières sections qu'il gère encore sur le territoire. Le département souhaite s'inscrire dans ce mouvement pour qu'il y ait un seul gestionnaire, ce qui simplifie les procédures et permet de répondre aux attentes des usagers locaux. Dans cette optique Dominique Santoni affirme sa volonté de gérer 44km de routes nationales présentes en Vaucluse. Ce qui concerne la RN 86 entre Bollène et Pont Saint-Esprit, la RN 129 Avignon - Sud, accès au péage, la RN 7 de Lapalud à l'échangeur d'Orange et la RN 7 entre l'échangeur de Bonpas et le carrefour de l'Amandier.

Faire sauter le bouchon perpétuel de Bonpas

Justement, en ce qui concerne le 'nœud gordien' de Bonpas traversé par l'autoroute A7, la nationale 7, les départementales 900 et 907 et où transitent 65 000 véhicules par jour, dont nombre de poids-lourds, le chantier se poursuit. Pour faire sauter ce « bouchon perpétuel » et baisser le nombre d'accidents (55 constatés en 10 ans, 2007-2017 sur la départementale 900), le projet de réaménagement envisage de

Écrit par le 5 avril 2025

limiter la congestion routière, sécuriser les carrefours et fiabiliser la liaison cyclable Avignon / Cavillon / Vaucluse / Bouches du Rhône. L'Etat, la région Sud et le département de Vaucluse travaillent main dans la main pour financer ce chantier de 25M€ qui devrait démarrer en 2024 pour s'achever en 2027.

S'ajoutent les frais induits par la réhabilitation ou la construction des collèges, soit 85M€ à destination des collèges du Thor, Sorgues, Vedène et Valréas. Les subventions pour le monde culturel et sportif représentent 7,2M€ (600 000€ pour l'Orchestre National Avignon Provence et le Festival d'Avignon, 300 000€ pour les Chorégies d'Orange, 200 000€ pour l'Opéra-Théâtre du Grand Avignon et la Garance, Scène Nationale de Cavillon et enfin 1,2M€ pour les associations sportives.



Logement social : fusion entre Grand Delta

Ecrit par le 5 avril 2025

Habitat et Vallis Habitat

Avant de découvrir demain le détail de cette opération dans l'article de Mireille Hurlin ([lire ici](#)), voici déjà les grandes lignes de cette fusion qui devrait bouleverser le logement social en Vaucluse.

Dominique Santoni, présidente du [Conseil départemental de Vaucluse](#), Corinne Testud-Robert, vice-présidente du Département en charge de l'Habitat et présidente de Vallis Habitat ainsi que Michel Gontard, président de Grand Delta Habitat (GDH) viennent d'annoncer la fusion entre les bailleurs sociaux [Grand Delta Habitat](#) et [Vallis Habitat](#). Le nouvel ensemble comptabilisera 38 000 logements (22 000 de GDH et 16 000 de Vallis) dont 30 000 dans le Vaucluse. La fusion devrait être effective à la rentrée prochaine.

Maintien des loyers actuels

Grand Delta Habitat, plus grande coopérative HLM de France, s'engage à maintenir les loyers à leur niveau actuel et à réaliser 500 logements neufs par an (ndlr : hors [Anru](#)), à réhabiliter 4 000 logements d'ici 5 ans pour un montant de 120M€ et à faciliter l'accès à la propriété de ses locataires (à hauteur de 120 logements). Deux nouvelles agences (secteur Bollène et secteur Apt/Luberon) devraient aussi voir le jour afin de mieux répondre au maillage du territoire vauclusien.

L'ensemble du personnel conservé

Par ailleurs, GDH s'engage à conserver la totalité des salariés de Vallis Habitat. Ces derniers pourront conserver leur statut actuel dans la fonction publique où choisir celui de la coopérative plus avantageux en termes de rémunération. Le nouvel ensemble comptera près de 700 collaborateurs et conservera son siège actuel basé à Avignon.

Le Département Vaucluse devrait posséder au moins 36% du capital de la coopérative afin de disposer d'une minorité de blocage (le reste du capital étant détenu par [Action logement](#)).

Retrouvez demain sur www.echodumardi.com notre dossier complet de Mireille Hurlin sur cette opération majeure pour le logement social en Vaucluse.

(Vidéo) Pierre Gonzalez : "Dominique

Ecrit par le 5 avril 2025

Santoni crée la Team Vaucluse.“



Rencontre sur le studio de [L'Echo du Mardi](#) lors de la soirée ["Cultive ta boîte"](#) organisée par le [Réseau Entreprendre Rhône-Durance](#) avec [Pierre Gonzalvez](#), Président de [Vaucluse Provence Attractivité](#) et Vice-Président du [Conseil départemental de Vaucluse](#).

Ukraine : Dominique Santoni procède au recensement des logements mobilisables

Ecrit par le 5 avril 2025



Face à la guerre, de nombreuses familles Ukrainiennes déracinées fuient les zones de combats pour trouver refuge dans l'Union Européenne. Plus de 500 000 personnes ont déjà franchi les frontières et d'autres suivront. [Dominique Santoni](#), présidente du Conseil départemental de Vaucluse, compte sur « l'esprit de solidarité qui doit prévaloir en pareilles circonstances ».

La cheffe de l'exécutif vient de demander aux services du Département, avec le concours du DGS (Directeur général des services), de recenser tous les lieux appartenant à la collectivité qui pourraient accueillir rapidement des réfugiés tel que le CDPAL, Centre départemental plein air et loisirs du Conseil Général et d'autres structures. Elle vient par ailleurs d'adresser un courriel à [Corinne Testud-Robert](#) et à Michel Gontard, respectivement présidente et président des offices Vallis Habitat et Grand Delta Habitat, pour leur demander d'identifier les logements vacants susceptibles de recevoir en urgence des réfugiés ukrainiens.

Michel Gontard s'associe à l'appel de Dominique Santoni. Actuellement, les équipes de la coopérative d'intérêt général Grand Delta Habitat recensent les logements susceptibles d'être mis à la disposition des

Ecrit par le 5 avril 2025

familles de réfugiés dans son parc locatif social. Dans les prochains jours, une liste exhaustive sera transmise.

Lire aussi : [Ukraine, l'Afuca coordonne l'action en Vaucluse](#)

Ehpad de Sablet : l'appel de Dominique Santoni reste lettre morte



Le 20 janvier dernier, [Dominique Santoni](#), présidente du Conseil départemental de Vaucluse, interpellait le gouvernement pour maintenir les Ehpad de Sablet et de Sainte-Cécile-les-Vignes. Les réponses à ces deux courriers se font toujours attendre.

Ecrit par le 5 avril 2025

Dominique Santoni s'impatiente. Ni Olivier Véran, ministre des Solidarités et de la Santé, ni Brigitte Bourguignon, ministre déléguée chargée de l'autonomie n'ont à ce jour formulé de réponse à sa requête. Une problématique qui exige pourtant de l'Etat « un positionnement clair ». Dans un contexte médiatique national cinglant, les Ehpad représentent pour les territoires ruraux un enjeu de taille alors même que les besoins [en matière de dépendance](#) de nos aînés grandissent. [Lors de l'assemblée du 26 novembre 2021](#), tous les conseillers départementaux se sont ralliés à la cause et ont clamé leur volonté de préserver ces deux Ehpad.

A l'origine, une décision émanant de l'ARS prévoyant la reconstruction d'un Ehpad neuf de 94 places à Sainte-Cécile-les-Vignes, en lieu et place des deux Ehpad de Sablet (46 places) et Sainte-Cécile (66 places). « C'est bien la possible fermeture de l'établissement de Sablet qui se dessine alors qu'il est en parfait état d'entretien et sans problème d'équilibre financier. Fort de ses 46 lits et de ses 50 emplois, le [Tilleul d'or](#) doit continuer sa mission en faveur de nos aînés », expliquait la conseillère départementale Sophie Rigaut à l'origine de la motion votée à l'unanimité. « C'est à l'Etat qu'incombe la responsabilité de doter de moyens suffisants pour faire face aux besoins », abondait Jean-François Lovisolo, maire de la Tour d'Aigues.

Dans ses courriers, la présidente plaide pour la reconstruction d'un Ehpad de 80 places à Saint-Cécile-les-Vignes et pour le maintien des 46 places de celui de Sablet. Soit 14 places supplémentaires pour lesquels le Département s'engageait à faire un effort financier conséquent pour maintenir un établissement de proximité dans chacun de ces deux cantons. Elle sollicite donc l'accord des intéressés pour acter la reconstruction et « s'étonne vivement de n'avoir reçu aucune réponse officielle. »

Lire aussi : [A Apt, ces entrepreneurs qui veillent sur nos aînés en Ehpad](#)

Dominique Santoni : « Ce qui compte c'est ce qu'il reste quand on s'en va »

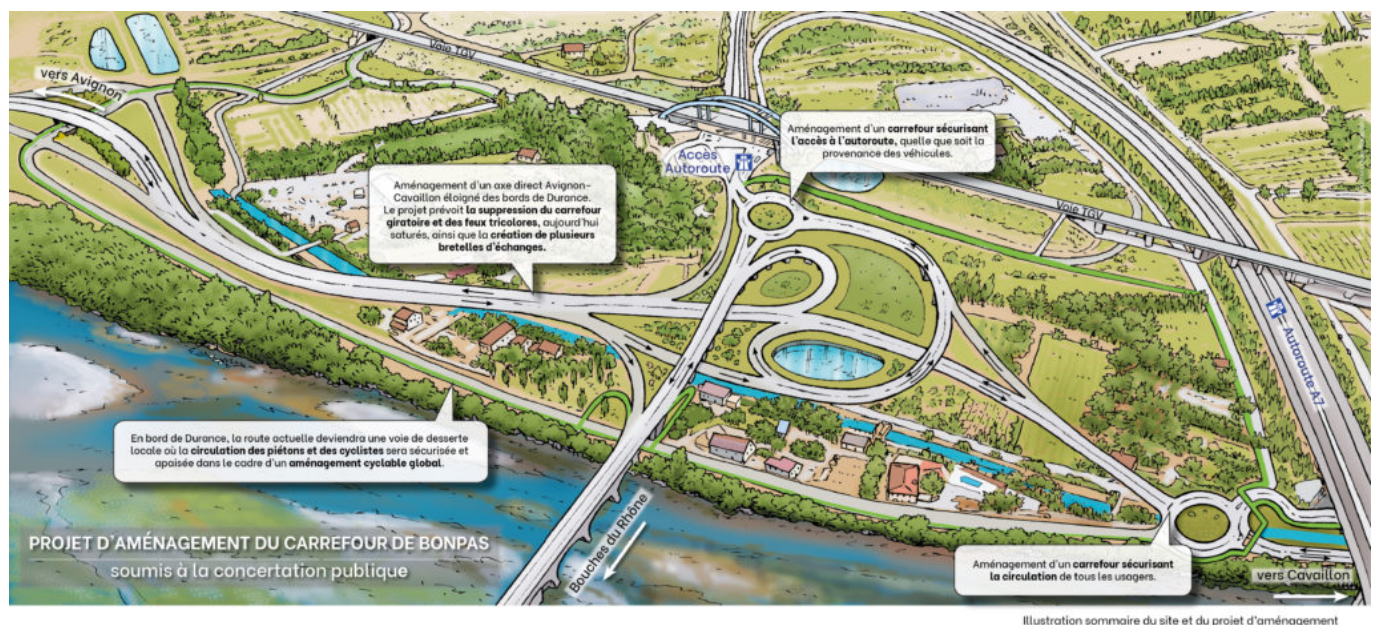
Dans un entretien donné à l'occasion de la sortie de l'édition 2021 de notre hors-série 'Le Vaucluse en Chiffres', Dominique Santoni, première femme à la tête du département de Vaucluse depuis 1793, évoque les grandes lignes de son mandat à venir. Pour cela, l'élue va bénéficier d'un mandat particulièrement long afin de mener sa politique. Une action qu'elle entend mettre sous le signe de l'investissement et de l'attractivité du territoire.

Par le jeu du calendrier électoral, vous allez disposer d'un mandat de 7 ans. Il faut remonter un siècle auparavant, époque où les conseillers généraux étaient élus pour une durée de 9 ans,

Écrit par le 5 avril 2025

pour retrouver une telle durée. Qu'allez-vous donc faire de tout ce temps ?

« C'est vrai que c'est un atout et ce d'autant plus que le précédent mandat nous a permis d'assainir les finances du Département. Mais il faut parfois aussi oser investir de temps en temps. Car l'investissement entraîne des retombées. Nous allons donc disposer de temps, mais aussi des moyens pour réaliser des choses. Il faut d'abord investir pour développer des infrastructures indispensables si nous voulons que des gens viennent s'installer en Vaucluse, surtout si nous arrivons à attirer des entreprises exogènes. Il faut que les gens puissent se déplacer. Cela passe donc par les aménagements routiers et la résorption des nombreux points noirs en Vaucluse, notamment le carrefour de Bonpas, qui permettra une véritable ouverture sur le Nord des Bouches-du-Rhône, mais aussi le contournement de Coustellet ainsi que celui d'Orange ou bien encore la LEO. Cela veut dire qu'à l'horizon 2027-2028, on pourrait avoir un Vaucluse transfiguré en termes d'aménagements routiers. L'objectif étant de réduire les temps de transport des Vauclusiens. Il serait dommage de venir de Paris en 2h40 de TGV, puis de mettre 1h pour rejoindre Agroparc ou 1h30 pour aller dans le Luberon. »



Les grandes lignes du projet de réaménagement du carrefour de Bonpas.

Quels sont les autres axes de votre action ?

« Si nous voulons être attractifs, il faut embellir. Pourquoi les gens viendraient en Vaucluse ? Parce qu'on va leur offrir des choses que l'on ne retrouvera pas dans les départements voisins. Le Vaucluse a déjà des paysages magnifiques à offrir. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si notre territoire accueille deux parcs naturels régionaux. On a une qualité de vie importante. Autant d'atouts qui tombent à pic, dans un moment où la Covid, au-delà de tous les effets détestables que l'on connaît, est peut-être pour nous une sorte d'opportunité dans le sens où beaucoup de gens veulent désormais vivre une vie un peu différente. Des gens qui en ont marre des grandes villes et des grandes métropoles alors que, aujourd'hui, nous sommes un territoire où tout est axé sur un développement durable. Il y a une fenêtre de tir mais, j'insiste, comment faire pour que l'on vienne chez nous plutôt qu'ailleurs ? Pour cela, il faut créer de

Écrit par le 5 avril 2025

l'envie et cela passe avant tout par les gens de ce territoire ainsi que par ceux venant de l'extérieur, des gens qui ont choisi ce département et qui veulent en être fiers. »

Est-ce pour cela que vous souhaitez sortir de vos zones de compétence afin de pallier certaines carences sur le territoire ?

« Les collègues, les routes, le social, le handicap... Le Conseil départemental sait déjà bien faire tout cela. Cependant, il faut que les Vauclusiens se sentent concernés par le Département et qu'ils voient ce qu'il fait pour eux au quotidien. Pour cela, il faut se mettre à leur place. Ainsi, à l'image de ce qu'a pu faire la Région lors de la crise sanitaire, Renaud Muselier a su incarner cette collectivité parfois perçue comme éloignée des gens. Il a su réagir, mais il a su aussi innover. La capacité d'innovation des élus c'est important. Mais pour gagner en efficacité, il faut travailler ensemble. »

« Pour gagner en efficacité, il faut travailler ensemble. »



A l'image des aménagements cyclables à Réalpanier, la présidente du Conseil départemental entend

Ecrit par le 5 avril 2025

travailler plus étroitement avec la Ville d'Avignon. Ici aux côtés de Cécie Helle, maire de la cité des papes.

Vous souhaitez donc que le Vaucluse chasse davantage 'en meute' ?

« Nous sommes dans un département un peu spécial, on ne va pas revenir sur la papauté, l'enclave, le Sud du Luberon... Des gens qui ont parfois manqué d'esprit d'équipe. Nous n'avons pas forcément joué collectif, alors que si on additionne toutes les forces je crois que cela peut marcher. C'est cet état d'esprit que nous devons développer afin d'être attractifs. Il faut travailler avec les EPCI et les communes pour les aider à investir. Si demain nous arrivons à avoir des médecins dans tous les Edes (Espaces départementaux des solidarités), si on arrive à créer des maisons médicales avec les communes qui en ont besoin, alors nous aurons relevé ces défis. Idem avec la sécurité et la vidéo-protection où nous serons là pour aider les communes vauclusiennes. »

Où placer Avignon dans ce collectif, sachant que jamais un Avignonnais n'a présidé aux destinées du Département ?

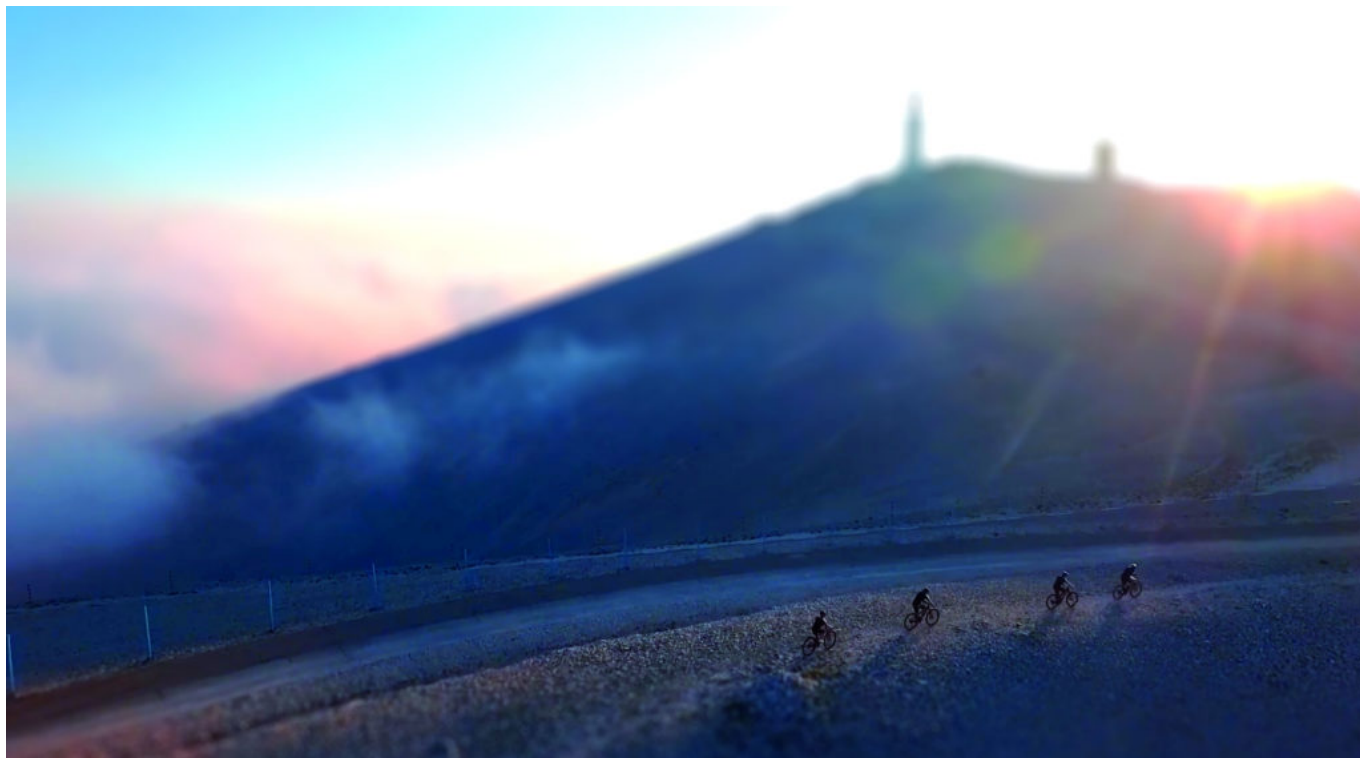
« C'est vrai qu'avec la ville d'Avignon, on a plutôt vécu côte à côte jusqu'à présent. Avignon a une image extraordinaire et c'est la ville la plus importante du département, il faut que l'on travaille ensemble. Il est indispensable de fédérer tous les élus pour mieux vendre notre territoire. Je suis très 'équipe' pour ne pas dire 'clanique'. »

Comment le département peut être le chef de file de cette action collective ?

« Il faut d'abord consulter pour établir un diagnostic avec les forces et les faiblesses de chaque canton. Il faut aussi mettre en place des outils de financement pour aller chercher les aides là où elles se trouvent, notamment en confortant les liens avec la Région qui est la porte d'accès des financements européens. Nous avons toutefois des territoires très différents, on ne peut pas comparer Cavaillon ou Bollène, qui ont un accès direct à l'autoroute, avec le Pays d'Apt où l'on est un peu plus 'nature'. Le LSBB (Laboratoire souterrain à bas bruit) à Rustrel n'a pas besoin de camions ou d'infrastructures routières. »

« Nous disposons d'une mosaïque de 'marques' incomparables : le Ventoux, le Luberon, Châteauneuf-du-Pape, Avignon. Ici on a tout. »

Ecrit par le 5 avril 2025



À chacun ses spécificités donc ?

« Effectivement, il faut être complémentaire. Il faut faire une analyse de chaque territoire pour savoir quels serait le cœur de cible et quelles entreprises veut-on y attirer et pourquoi. Définir l'ADN de chacun de nos 17 cantons pour permettre à des personnes très différentes de trouver ce qui pourrait les intéresser dans ce département. Toutefois, on ne va pas installer Amazon non plus, cela n'aurait pas de sens car notre développement passe par la qualité de vie et l'image que nous en donnons. C'est notamment pour cela que nous devons proposer un tourisme raisonné basé sur la qualité de vie, la qualité des paysages, la qualité des produits, la qualité du patrimoine. Hors de question de proposer un tourisme de masse alors que nous disposons d'une mosaïque de 'marques' incomparables : le Ventoux, le Luberon, Châteauneuf-du-Pape, Avignon. Ici on a tout. »

Votre volonté est-elle donc de faire du Département un 'accélérateur' de développement ?

« Oui, en axant notre stratégie sur le cyclotourisme, le soutien à notre université, le développement de filières autour de l'intelligence artificielle, le cinéma, la 'Silver économie', les jeux vidéo... pas forcément des entreprises qui ont besoin de beaucoup de foncier. Le tout en s'appuyant sur des outils comme VPA (Vaucluse Provence attractivité) qui, au-delà du tourisme, accompagne l'arrivée des entreprises sur notre territoire. Mais attention, avant d'aller en chercher d'autres, la priorité c'est de s'assurer que les entreprises déjà installées sur notre territoire se portent bien et qu'on les aide à y rester notamment en termes de recherche de foncier. Il y a aussi plein de talents dans ce département. Des gens possédant de la matière grise, des idées, de l'argent, des réseaux qui ont envie de créer et de s'investir pour ce territoire. Le rôle du département s'est aussi d'aller les voir pour en faire des sortes 'd'ambassadeurs'. »

Ecrit par le 5 avril 2025

« Il y a plein de talents dans ce département. »

Bonpas va desservir les Bouches-du-Rhône, la LEO alimente les zones d'activité de Rognonas et Châteaurenard, les communes gardoises du Grand Avignon sont délaissées par leur propre département ainsi que par la Région Occitanie... Vous êtes aussi contrainte par des réalités administratives qui ne vous facilitent pas la tâche ?

« Nous avons déjà beaucoup de choses à faire aujourd'hui. À commencer par tous les chantiers que nous devons lancer. Mais après, pourquoi ne pas mener une réflexion afin de repenser les limites administratives de notre département en fonction de la réalité de nos bassins de vie ? J'y suis plutôt favorable même si ce n'est pas nous qui, au final, déciderons. L'idéal serait d'initier un collectif fédérant les élus et les décideurs économiques concernés afin de porter cette réflexion, mais cela sera dans un deuxième temps. Pour l'instant, ce serait déjà bien de bâtir des projets communs pour débiter. »

Le Vaucluse en 2028 il ressemblera à quoi ?

« Ce sera un département où on vivra bien, où l'on travaillera mieux, avec de nouveaux citoyens. Qui ne sera plus en queue de peloton des départements les plus pauvres de France. Avec des bâtiments en harmonie avec la beauté de ses paysages, avec des entreprises adaptées à ce territoire. À partir du moment où l'on se déplacera facilement, que l'on aura des médecins, des collègues, du très haut débit internet, je suis persuadée que les gens viendront. Attention toutefois, il ne faut pas se loupier. C'est bien de se fixer des objectifs, mais il faut que les projets sortent car ce qui compte c'est ce qu'il reste quand on s'en va. »